

CINQUANTE ANS APRÈS L'ATTAQUE DE PEARL HARBOR

Novembre 1991

Les Japonais découvrent leur passé militariste

PAR KAROLINE POSTEL-VINAY

Le 7 décembre prochain marquera le cinquantenaire de l'attaque de Pearl Harbor par l'armée impériale nipponne, qui propulsa les Etats-Unis dans le second conflit mondial. Au Japon, cet anniversaire coïncide avec l'apparition d'une nouvelle mémoire collective de la guerre du Pacifique. Aujourd'hui encore, dans l'archipel, les manuels scolaires tendent à faire du raid sur Pearl Harbor le point de départ de cette guerre, et à montrer avant tout de celle-ci l'aspect nippon-américain, voire nippon-anglo-saxon, rendant marginal le côté asiatique du conflit. Certains historiens, et notamment Ienega Saburo (1), ont avancé que le 7 décembre 1941 en était non pas l'origine mais une étape, dans une guerre qui avait en réalité débuté en 1931, avec l'incident de Mukden. En défendant cette thèse, ils ont aussi voulu souligner la carence inhérente à la version courante des faits. Réduire la guerre du Pacifique à un conflit nippo-américain, permet de jeter le voile sur l'action de l'armée impériale en Asie, les atrocités commises sur les populations civiles et les prisonniers de guerre (en majorité asiatiques, mais aussi britanniques, néerlandais et américains).

Jusqu'à récemment, l'attitude du Japon à l'égard de son passé dans la région, en particulier en Chine, a toujours été ambiguë. Le fait est connu en Occident et a déjà été dénoncé (2). Il reste cependant une question : pourquoi cette ambiguïté ? Comment expliquer l'écart considérable entre les Japonais et les Allemands à ce propos ? La tentation est grande d'invoquer la "différence culturelle", comme cela est courant lorsque la réalité japonaise nous échappe. Mais alors, à quoi attribuer les changements qui ont eu lieu récemment ? Le Japon semble en effet s'être engagé dans un tout autre chemin, quittant la voie de l'oubli pour celle de l'autocritique.

En mai dernier, à Singapour, M. Kaifu, alors premier ministre, a ouvertement condamné l'action passée de son pays dans la région : jamais un chef de gouvernement japonais n'avait été aussi explicite à ce sujet. Lors de la commémoration annuelle de l'explosion atomique, le maire d'Hiroshima a, pour la première fois, regretté "*les souffrances infligées aux peuples d'Asie et du Pacifique*" par l'armée impériale. Auparavant, le Japon était plutôt représenté comme une victime : les autorités d'Hiroshima avaient l'habitude de parler de la bombe comme d'une catastrophe naturelle, située en dehors de l'histoire. De son côté, la chaîne de télévision publique NHK a choisi la date du 6 août (jour du bombardement d'Hiroshima) pour lancer une série d'émissions sur l'invasion et l'occupation japonaises de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. Pour un grand nombre de téléspectateurs nés après la guerre, les faits présentés par la NHK étaient entièrement nouveaux.

De l'amnésie à la mémoire

CETTE transformation - de l'amnésie à la mémoire - est en grande partie liée à l'évolution des rapports internationaux depuis le début de la guerre froide. En 1945, la double priorité du gouvernement d'occupation américain était de démilitariser et de démocratiser le Japon. Il fallait donc, comme l'a écrit par la suite le général MacArthur, détruire le pouvoir militaire, punir les criminels de guerre, relâcher les prisonniers politiques, libéraliser les médias et l'éducation (3). Le rejet de l'idéologie nationaliste fut fortement encouragé par tous les moyens, et notamment par le biais de l'enseignement (dont les nouveaux objectifs furent formalisés par la loi fondamentale sur l'éducation de mars 1947). Mais, très vite, cette politique qui se voulait sans compromis fut mise en cause par des tensions croissantes parmi les dirigeants américains. Elles opposaient les "New Dealers", héritiers du mouvement démocrate, qui voulaient une réforme radicale du Japon, aux conservateurs, qui

craignaient qu'une telle action ne pousse l'archipel dans le camp du communisme. Cette dernière hypothèse n'était pas dénuée de fondement. Le pays était en ruine et secoué par une agitation sociale intense. La reconstitution du Parti communiste et de divers mouvements de gauche permit l'organisation d'un important mouvement ouvrier. La traditionnelle manifestation du 1^{er} mai fut réinstaurée en 1946, provoquant, dès cette date, d'importants défilés à travers l'archipel, dont un rassemblement d'un demi-million de personnes devant le palais impérial à Tokyo.

Les événements internationaux apportaient, eux aussi, des arguments à la mouvance anticommuniste du gouvernement américain. Durant l'année 1948, la crise entre les deux Corées atteignit un point de non-retour. Cette même année se produisit le tournant de la politique d'occupation du Japon. Les "New Dealers" furent progressivement remplacés, et la nouvelle équipe de MacArthur s'engagea dans ce que l'on a appelé la *reverse course*, "la marche en arrière", ou, de façon plus évocatrice, la *rectification of excesses*, la "correction des excès". En juillet 1948, le droit de grève fut interdit dans les services publics. L'année suivante, succédant à l'épuration des criminels de guerre, commença la "purge rouge". Puis, en 1950, éclata la guerre de Corée. Pour la mener à bien, les Etats-Unis avaient besoin du support logistique du Japon. Or, dans l'archipel, les sentiments populaires dominants étaient résolument pacifistes : le gouvernement d'occupation commença à regretter le zèle avec lequel il avait mené sa lutte antinationaliste. Un retour à l'idéologie d'avant guerre était hors de question pour un homme comme MacArthur (et aussi pour Yoshida Shigeru, le premier ministre qui gouvernait sous son autorité). Mais, pour faire du Japon un efficace bouclier anticommuniste en Asie de l'Est, il fallait bien, selon la formule ironique du professeur Horio Teruhisa, encourager "*un patriotisme subordonné aux intérêts généraux des Etats-Unis (4)*".

Parmi les mesures prises alors figurèrent les "lois de neutralité de l'éducation" de 1954 qui contribuèrent rapidement à faire de l'aventure militariste nippone une période taboue. Cette orientation fut maintenue par les gouvernements conservateurs japonais après l'évacuation des Américains en avril 1952. Elle faisait partie intégrante de l'émergente alliance nippo-américaine scellée par le traité de sécurité mutuelle (5). Elle créa une fracture profonde dans le monde politique japonais, opposant une gauche radicalement antimilitariste et anti-américaine à une droite pro-américaine essentiellement soucieuse de garder le pouvoir.

Cette division était, jusqu'à hier encore, très sensible. Mais la situation évolue à grande vitesse. Fait impensable il a deux ans, le président du très radical Nikkyōsō, le Syndicat des enseignants, a salué, en juillet dernier, les efforts du gouvernement pour enfin assumer les responsabilités du Japon face à son passé militariste (le premier ministre, lors de sa visite à Singapour, s'est aussi engagé à réviser la façon dont est enseignée l'histoire de la guerre). La soudaine liberté avec laquelle le gouvernement parle du passé est probablement liée au renouvellement des générations (symbolisée par la mort de l'empereur Hirohito), qui a permis l'arrivée au pouvoir de responsables nés juste avant ou après la guerre, et donc moins directement concernés par le problème.

Autre facteur non négligeable, la montée en puissance des pays voisins. La nécessité, pour le Japon, de coopérer en termes plus égaux avec, par exemple, la Corée du Sud ou Singapour, n'est sans doute pas étrangère à son changement d'attitude. Mais la fin de la guerre froide en est clairement l'élément catalyseur. "*La disparition de la menace soviétique, en remettant en cause l'alliance nippo-américaine, change beaucoup de données*", explique M. Ishiyama Hisao, directeur de l'Association des professeurs d'histoire. "*La réflexion sur l'histoire a été bloquée par la situation politique : un vrai débat doit maintenant s'instaurer*", ajoute-t-il.

Ce débat, qui semble s'être amorcé dans l'archipel, se développe aussi entre le Japon et les pays voisins : depuis le début de l'année, plusieurs comités interasiatiques d'étude de la guerre du Pacifique se sont créés. Et, si la réflexion commune entre les Etats-Unis et le Japon sur cette période a, depuis des années, été fructueuse, par

contraste les récents débats nippo-américains sur le cinquantenaire de Pearl Harbor paraissent stériles. Pour le moment, cet anniversaire a surtout servi de terrain d'expression aux tensions commerciales entre les deux pays.

KAROLINE POSTEL-VINAY

(1) Voir son ouvrage le plus connu, *The Pacific War. 1931-1945*, Pantheon Books, New-York, 1978 (traduction de *Taiheiyô Sensô*, Iwanami Shoten, 1968).

(2) Cf. Antoine Halff, "La mémoire retrouvée des crimes de Nankin", *le Monde diplomatique*, août 1991.

(3) Douglas MacArthur, *Reminiscences*, McGraw Hill, New-York, 1964.

(4) Horio Teruhisa, *Educational Thought and Ideology in Modern Japan*, University of Tokyo Press, 1988. Voir aussi l'ouvrage de référence de John Dower, *Empire and Aftermath*, Harvard University Press, 1979.

(5) En particulier dans le communiqué Ikeda-Roberston de 1953, les autorités japonaises et américaines s'accordaient pour souligner l'impact "défavorable" de huit années d'éducation pacifiste.

Mots-clés

- **Japon**

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Tous droits Réservés © 2008 Le Monde diplomatique.